

# Porto-Novo, la lagune en renaissance

N° 375 DU VENDREDI 22 AOÛT 2025

# L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

RÉFORME URBAINE AU BÉNIN

## Trottoirs libérés !

PAGE 08

PRÉSIDENTIELLE 2026 ET PARRAINAGES

PAGE 03

# Auto-parrainage, zone d'ombre



UNION PROGRESSISTE LE RENOUVEAU EN TOURNÉE

PAGE 11

# Pobè, bastion en éveil

MODERNISATION DE L'ÉTAT CIVIL AU BÉNIN

PAGE 05

# Naissance : l'acte délivré sur place



## ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements inoubliables !

☎ 0198904640 / 0144904640

Les résidences

## FENOÛ

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

☎ 0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



## Aménagement urbain et indemnisation

## CHÈQUES REMIS AUX OCCUPANTS DE LA BERGE-EST

L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a procédé, mercredi 20 août 2025, à la remise symbolique de chèques aux occupants de la Berge-Est de la Lagune de Cotonou. Une étape clé dans le processus de libération de cet espace stratégique, décidé en Conseil des ministres.

Le gouvernement béninois poursuit la mise en œuvre de son programme d'assainissement et de modernisation des zones côtières. Conformément à la décision prise lors du Conseil des ministres du 30 juillet 2025, l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a organisé une cérémonie de remise de chèques en faveur des occupants installés sur la Berge-Est de la Lagune de Cotonou.

L'événement s'est tenu sur le terrain du Yacht Club Tennis à Akpakpa, en présence de plusieurs responsables institutionnels. Le Directeur Général du Développement Urbain, Ghislain Hounnon, représentant le Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable, a rappelé l'importance de cette opération.

Elle s'inscrit dans une vision globale d'aménagement urbain visant à protéger la lagune, améliorer le cadre de vie et valoriser le potentiel touristique de Cotonou.

La remise des chèques symbolise non seulement la reconnaissance des droits des occupants mais également la volonté du gouvernement d'assurer une transition apaisée et équitable. Ce processus ouvre la voie à la libération effective de la zone, première étape avant les travaux de réhabilitation et de revalorisation prévus.

Avec cette action, l'exécutif confirme son engagement à conjuguer développement urbain, respect de l'environnement et justice sociale.

James Meryl ALLAGBE



## MEDIAS AU BENIN

## Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur [www.lemblemedujour.bj](http://www.lemblemedujour.bj), faites comme chez vous.

[www.lemblemedujour.bj](http://www.lemblemedujour.bj)  
[www.lemblemedujour.com](http://www.lemblemedujour.com)

**L'Emblème** du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : [lemblemedujour@gmail.com](mailto:lemblemedujour@gmail.com)  
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577  
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

**PORTO-NOVO (République du Bénin)**

**EMAIL : [lemblemedujour@gmail.com](mailto:lemblemedujour@gmail.com)**

**TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40**

**PRODUCTION**

**ETS EMERIC PRODUCTION  
(RCCM RB/PNO/09A848)**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

**Eméric Joel ALLAGBE  
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40**

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**

**Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU  
+229 01 97 74 01 02**

**RÉDACTION**

**Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)  
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)  
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)  
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)  
Aimé HOUENOU (Journaliste)  
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)  
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)**

**MONTAGE ET GRAPHISME**

**Mayass M. NOUMON  
+229 01 96 13 84 84**

## Présidentielle 2026 et parrainages

# AUTO-PARRAINAGE, ZONE D'OMBRE

La question de l'auto-parrainage dans le cadre de l'élection présidentielle de 2026 continue de susciter débats. Entre rôle de la CENA, interprétation des députés et arbitrage attendu de la Cour constitutionnelle, la clarification tarde à venir.

À huit mois de l'élection présidentielle d'avril 2026, le parrainage reste un sujet de forte controverse. L'un des points qui divise la classe politique et l'opinion publique est celui de l'auto-parrainage : un élu peut-il se parrainer lui-même en tant que candidat ?

Les députés, qui ont pourtant voté la loi sur le parrainage, se retrouvent aujourd'hui confrontés à son interprétation. C'est la Commission électorale nationale autonome (CENA) qui a pris l'initiative d'outiller les élus sur les conditions d'opérationnalisation du dispositif. Mais une question de fond se pose : revient-il à la CENA d'expliquer aux députés le sens d'une loi qu'ils ont adoptée ?

En réalité, le rôle de la CENA est davantage technique et organisationnel. L'interprétation de la loi électorale relève plutôt de la Cour constitutionnelle, gardienne de la Constitution et arbitre suprême en matière électorale.

Or, pour l'heure, la haute juridiction ne s'est pas encore prononcée clairement sur l'auto-parrainage, laissant place à toutes sortes de spéculations.

Ainsi, le débat reste entier. Dans l'attente d'une position officielle de la Cour constitutionnelle, la question continue d'alimenter les incertitudes autour du processus électoral de 2026. Une clarification rapide apparaît indispensable pour renforcer la confiance des acteurs et prévenir toute crise d'interprétation au moment crucial du dépôt des candidatures.

**Emeric Joël ALLAGBE**



## Vie politique à Porto-Novo

### BAKARY, LA VOIX QUI RASSEMBLE

Alors que la mouvance présidentielle traverse des divisions internes à Porto-Novo et dans ses environs, une nouvelle figure émerge. Bakary Olushegun, par son approche conciliante et sa capacité d'écoute, s'impose peu à peu comme l'interlocuteur capable de ramener la sérénité dans les rangs.

Les fissures au sein de la mouvance à Porto-Novo et dans les communes voisines ne passent plus inaperçues. Rivalités de leadership, querelles d'ego et divergences de stratégies nourrissent une atmosphère de méfiance. Mais au cœur de ce climat tendu, une voix s'élève et apaise : celle de Bakary Olushegun.

Connu pour sa disponibilité et son sens de l'équilibre, Bakary s'impose comme un trait d'union entre les différentes sensibilités politiques de la zone. Là où d'autres attisent les tensions, il privilégie l'écoute et le dialogue.

Cette posture, appréciée tant par les cadres que par la base militante, fait de lui une figure montante dans le paysage politique local.

De plus en plus sollicité, Bakary Olushegun apparaît désormais comme un médiateur incontournable. Sa méthode repose sur la concertation et le respect des opinions divergentes, éléments essentiels pour redonner confiance aux militants et préserver la cohésion de la mouvance.

À l'approche des échéances électorales de 2026, son rôle pourrait s'avérer déterminant. Dans une capitale politique aussi stratégique que Porto-Novo, la capacité à rassembler autour d'une vision commune reste un atout majeur. Et à en croire plusieurs observateurs, Bakary Olushegun incarne aujourd'hui cette espérance de stabilité et d'unité.

**Emeric Joël ALLAGBE**

## Droits humains et tolérance

### 22 AOÛT : MÉMOIRE DES VICTIMES DE LA HAINE RELIGIEUSE

Proclamée par l'ONU en 2019, la Journée internationale de commémoration des personnes victimes de violences en raison de leur religion ou de leurs convictions rappelle chaque 22 août la nécessité de lutter contre l'intolérance et de défendre la liberté de croire ou de ne pas croire.

Honorer la mémoire, défendre les droits

Chaque année, le 22 août, le monde s'arrête pour rendre hommage aux victimes des violences, discriminations et persécutions motivées par la religion ou les convictions. Cette Journée internationale, instituée par l'Assemblée générale des Nations Unies (résolution 73/296), se veut un moment de mémoire mais aussi un appel à l'action collective contre l'intolérance et la haine.

Une journée pour rappeler l'universalité des libertés

La liberté de religion ou de conviction, la liberté d'expression, le droit de réunion pacifique et la liberté d'association sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (articles 18, 19 et 20). Interdépendants, ces droits renforcent la démocratie et constituent le socle du vivre-ensemble. Leur respect est la meilleure arme contre les violences identitaires qui, trop souvent, visent les minorités religieuses.

Un contexte mondial préoccupant

Malgré les engagements internationaux, les attaques liées à la religion ne cessent d'augmenter, prenant parfois la forme d'actes criminels ou terroristes. Les violences ne touchent pas seulement les personnes, mais aussi leurs lieux de culte, leurs écoles, leurs biens et leurs espaces culturels.

L'ONU condamne fermement ces atteintes qui violent le droit international et appelle les États à renforcer la prévention et la protection.

Promouvoir le dialogue et la paix

Au-delà de la condamnation, cette journée invite à l'action positive. Les Nations Unies encouragent le dialogue interreligieux, interculturel et interconfessionnel, aux niveaux local, national et international. Ces échanges ouverts et respectueux contribuent à apaiser les tensions et à construire des sociétés inclusives, où la diversité spirituelle est une richesse plutôt qu'un motif de division.

La responsabilité des États et des sociétés

En proclamant cette Journée, l'ONU a également rappelé la responsabilité des gouvernements dans la protection des droits humains. La société civile, les communautés religieuses et les citoyens sont aussi appelés à se mobiliser afin de prévenir l'intolérance et soutenir les victimes. L'homme, souligne la résolution onusienne, doit rester au-dessus de toute considération idéologique, religieuse ou socio-économique.

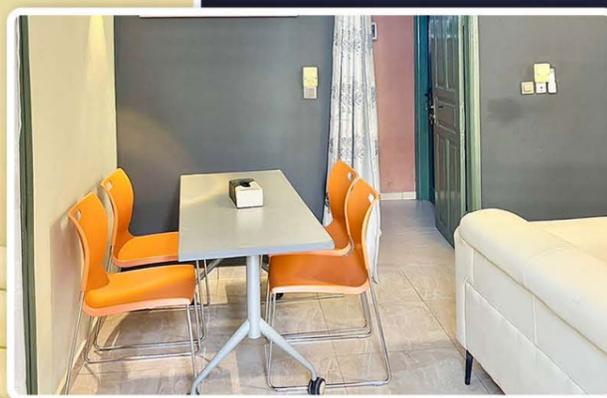
Ainsi, le 22 août n'est pas seulement une journée de mémoire, mais aussi une invitation permanente à bâtir un monde où la liberté de croyance et la dignité humaine triomphent de la haine.

**Youssef AVOCEGAMOU**

*Les résidences*  
**FENOOU**

# APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Disponibles immédiatement



## CARACTÉRISTIQUES

- Luxe et confort ✓
- Décor authentique ✓
- Prix abordable ✓
- Emplacement stratégique ✓

Retrouvez la chaleur d'un foyer loin de chez vous, où chambres privées et cuisine conviviale offrent le parfait équilibre. Imaginez-vous refaire le monde autour d'un repas fait maison tout en préparant vos aventures du lendemain... L'expérience ultime pour familles et amis qui veulent vivre leur séjour à leur rythme !



Porto-Novo, Djassin Houinvié  
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

## Modernisation de l'état civil au Bénin

## NAISSANCE : L'ACTE DÉLIVRÉ SUR PLACE

Avec le lancement de la phase pilote du guichet unique dans plusieurs formations sanitaires, l'Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP) transforme le parcours des parents. Déclaration, enregistrement et délivrance de l'acte de naissance se font désormais au même endroit, dès la maternité.

L'état civil béninois franchit une nouvelle étape décisive. Le mercredi 20 août 2025, l'Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP), avec l'appui du Programme régional WURI et de l'UNICEF, a officiellement lancé la phase pilote du guichet unique pour l'enregistrement des naissances au Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant Lagune (CHU-MEL) de Cotonou.

Ce dispositif novateur permet aux parents de déclarer, enregistrer et obtenir immédiatement l'acte de naissance de leur enfant, sans

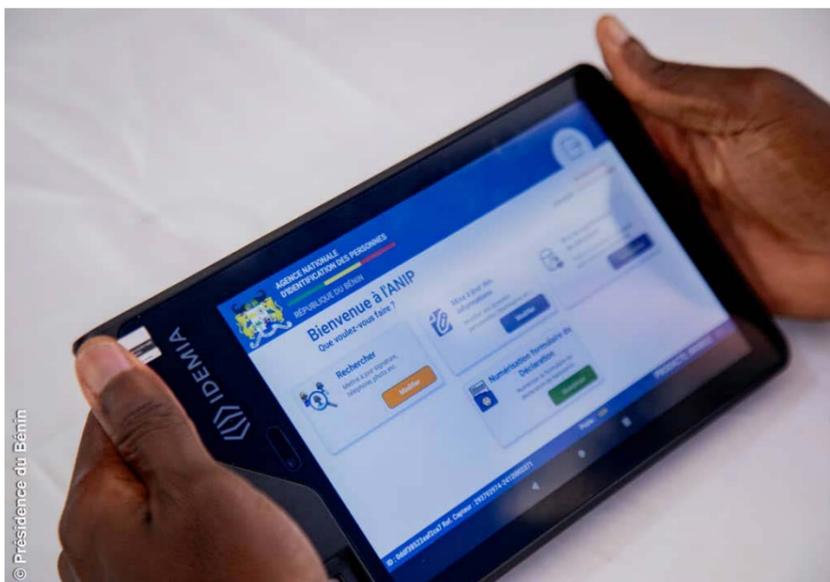
démarches supplémentaires ni déplacements fastidieux.

Une dizaine de formations sanitaires publiques à travers le pays sont concernées par cette phase expérimentale.

Au nom du Directeur Général de l'ANIP, le Responsable des Politiques, des Partenariats et de la Communication multicanal, M. Herbert Assogba, a procédé au lancement officiel. Selon lui, cette réforme répond à un double objectif : faciliter la vie des citoyens et renforcer la fiabilité de l'état civil, pierre angulaire de la gouvernance moderne.

Avec ce guichet unique, le Bénin se rapproche d'un système d'identification plus sécurisé, conforme aux standards internationaux, garantissant à chaque nouveau-né une existence légale reconnue dès les premières heures de vie.

James Meryl ALLAGBE



## Patrimoine spirituel en péril à Porto-Novo

## AZONSAKOMEY PRIVÉ DE SA PLACE VODOUN

Alors que plusieurs sites culturels de Porto-Novo ont bénéficié d'une réhabilitation grâce au projet Écloisons Urbaines, la place Vodoun d'Azonsakomey n'a jamais vu le jour. Derrière cet échec, des querelles de voisinage, des litiges fonciers et l'ombre d'un terrain de basket qui a cristallisé les divisions.

Prévue dans le cadre du projet Écloisons Urbaines, financé par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et la Métropole de Lyon, la place Vodoun d'Azonsakomey devait être reconstruite au même titre que plusieurs autres sites culturels de Porto-Novo. Mais le chantier, confié à l'association Ouadada-Bénin, a tourné court, victime de querelles intestines et de tensions locales.

Au cœur du blocage : la transformation du site en terrain de basket, baptisé Chagoury. Pour les habitants signataires d'une correspondance adressée au maire le 12 janvier 2024, il s'agit d'une « expropriation flagrante d'une place sacrée ». Le document, paraphé par 81 ressortissants du quartier, réclamait la réhabilitation de l'ancienne place « Odja-Omon », haut lieu des cérémonies de purification du royaume de Porto-Novo et lieu d'initiation des rois. Restée sans suite, cette demande a nourri un profond ressentiment.

« Ce sont des autorités locales qui ont permis l'occupation du site », accuse Sylvestre Gogan, habitant d'Azonsakomey et témoin direct des affrontements. Menaces, agressions et blocages répétés ont fini par contraindre les initiateurs du projet à jeter l'éponge.

Du côté de la mairie, le chef du Premier arrondissement rejette toute partialité. Selon lui, le manque criant d'infrastructures sportives dans la ville justifiait la mise à disposition de l'espace pour la construction du terrain de basket. Une décision que les opposants voient comme une négation du patrimoine spirituel.

Pour Gérard Bassalé, responsable de l'association Ouadada, la désillusion est immense : « Ce projet visait à valoriser Porto-Novo et son identité historique. Malheureusement, les divisions locales et l'inaction des autorités ont tout compromis. »

Ainsi, entre vieilles rancunes, intérêts divergents et absence de consensus, la place Vodoun d'Azonsakomey n'existera pas. Le terrain sacré, jadis espace rituel des guerriers et des Migan devant le roi, restera désormais sous le signe du sport moderne au grand dam de ceux qui y voyaient un lieu de mémoire et de transmission culturelle.

Youssef AVOCEGAMOU

## Capitale en mutation

## PORTO-NOVO, LA LAGUNE EN RENAISSANCE

Le gouvernement béninois multiplie les initiatives pour transformer la berge lagunaire de Porto-Novo. Entre protection de l'environnement, valorisation du patrimoine et projets urbains, la capitale s'apprête à retrouver son éclat et son rôle de vitrine du pays.

La berge lagunaire de Porto-Novo est au cœur d'une ambitieuse politique de transformation portée par le gouvernement du président Patrice Talon. L'objectif est clair : améliorer le cadre de vie, dynamiser l'économie locale et préserver l'écosystème fragile qui borde la capitale.

Parmi les projets phares figure « Porto-Novo, Ville Verte », soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM). Ce programme prévoit l'aménagement d'une promenade verte, l'assainissement des zones riveraines et la rénovation urbaine des quartiers proches de la lagune. Il s'accompagne de la réhabilitation des places traditionnelles et des maisons afro-brésiliennes, dans le but de renforcer l'attractivité touristique et de valoriser le patrimoine architectural.

L'initiative met également l'accent sur la sensibilisation à l'environnement. Des écoles et des élèves sont impliqués à travers des activités artistiques et pédagogiques, favorisant la protection de la biodiversité et la préservation d'espèces végétales menacées.

À côté de ce projet, d'autres actions se concentrent sur la réhabilitation du lac Nokoué et de la lagune de Porto-Novo. Elles visent l'assainissement des plans d'eau, le reboisement des berges, la restauration des habitats aquatiques et la lutte contre la pollution. Une attention particulière est portée à la gestion de la jacinthe d'eau, plante invasive qui menace l'équilibre écologique et économique des zones humides. Un système de valorisation de ces plantes est en cours de mise en place.

La modernisation de la gestion des boues de vidange et des eaux usées complète ce dispositif, s'inscrivant dans une vision globale d'amélioration de l'environnement urbain et de la santé publique. Parallèlement, l'aménagement et le bitumage de la Route des Pêches, bien que situé hors de la zone lagunaire, contribueront à renforcer l'accessibilité et le développement touristique de toute la région côtière.

Ces initiatives, parfois distinctes mais complémentaires, convergent vers une même ambition : faire de Porto-Novo une capitale plus agréable, plus sûre et plus durable. L'heure de la réhabilitation intégrale semble désormais sonner. Pour que cette dynamique porte pleinement ses fruits, un accompagnement soutenu des institutions publiques est indispensable.

Porto-Novo, longtemps en attente d'une véritable métamorphose, se prépare ainsi à revêtir le manteau qu'exige son statut de capitale du Bénin : un espace rayonnant, attractif et résolument tourné vers l'avenir.

Youssef AVOCEGAMOU

# ELONA HOUSE

## SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES



À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?

Que ce soit pour célébrer un mariage, un anniversaire, une communion, un baptême, organiser un colloque professionnel ou simplement profiter d'un moment en famille, notre espace vous accueille pour tous types de manifestations dans un environnement naturel préservé.



Porto-Novo, Djassin Houinvié  
- Tokpota



+229 98 90 46 40 / 55 49 99 99



+229 95 53 43 95 / 55 50 07 07

Loisirs, fêtes et détente à Porto-Novo

# L'ESPACE FIFAMÈ, VOTRE NOUVEL AIR DE FÊTE À ELONA HOUSE !

Pour toutes vos soirées en plein air, anniversaires, chill soirées et autres événements conviviaux, le promoteur de la salle ELONA HOUSE à Porto-Novo lance un nouveau concept : l'espace FIFAMÈ. Un cadre idéal, désormais ouvert à toute la population de Porto-Novo et des environs.

Porto-Novo se dote d'un nouvel espace de loisirs qui promet de marquer les esprits : l'espace FIFAMÈ, récemment mis à disposition par le promoteur de la salle ELONA HOUSE, bien connue pour accueillir des événements prestigieux dans la capitale.

Situé dans un environnement agréable et facilement accessible, FIFAMÈ offre un cadre spacieux, sécurisé et bien aménagé, parfait pour organiser des soirées en plein air, anniversaires, chill soirées, retrouvailles entre amis, petits concerts, afterworks et bien plus encore. Avec une atmosphère détendue et une ambiance chaleureuse, l'espace s'adapte aussi bien aux rassemblements festifs qu'aux moments de détente en famille ou entre collègues.

Que vous soyez un particulier, une association ou une entreprise, FIFAMÈ est l'endroit rêvé pour sublimer vos instants de convivialité à Porto-Novo.

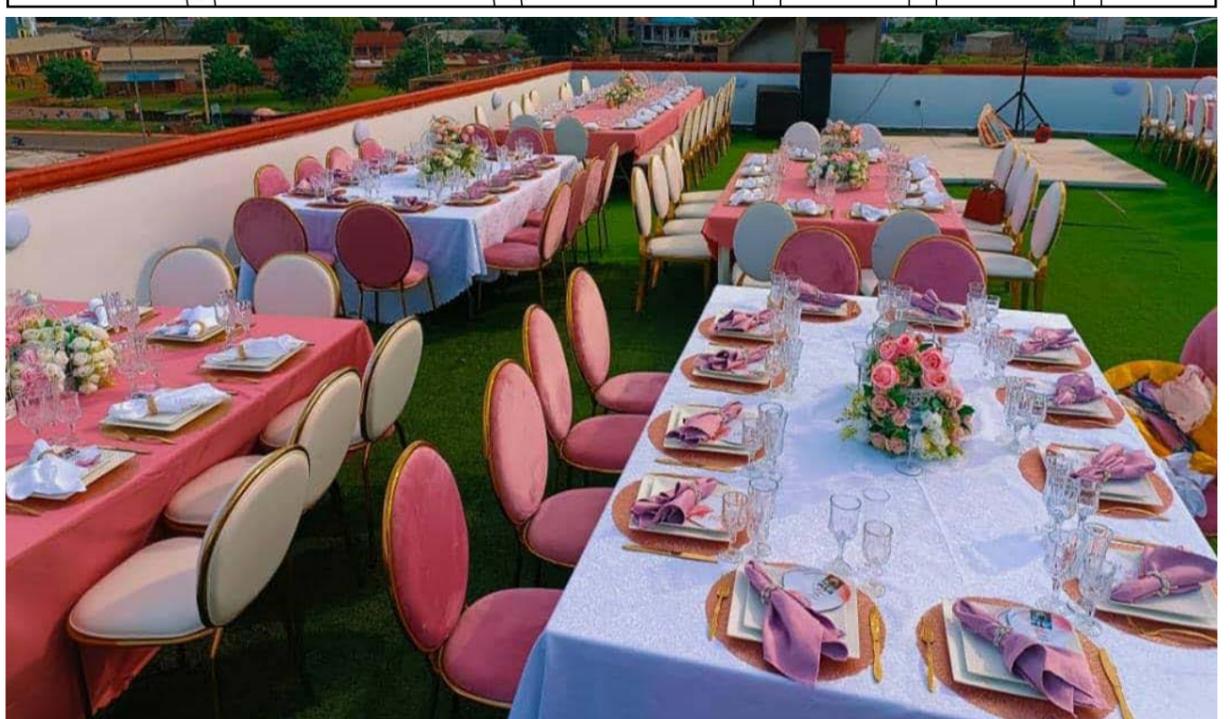
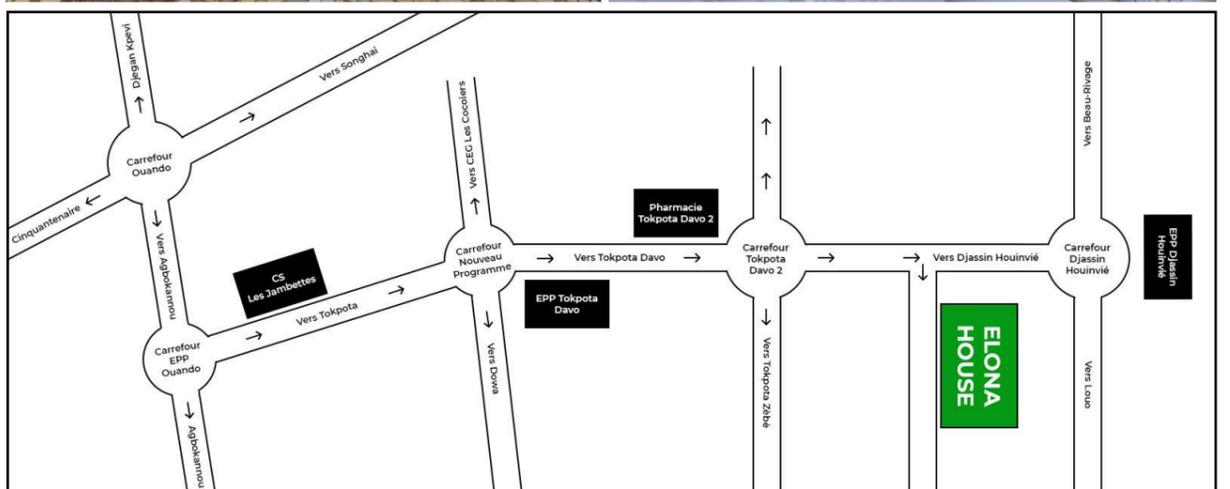
Réservez dès maintenant et offrez-vous l'expérience FIFAMÈ !

- Localisation : Salle ELONA HOUSE, Porto-Novo

- Contacts: 0144904640 / 0198904640

- Disponibilité : Tous les jours sur réservation

**James Méryl ALLAGBE**



## Réforme urbaine au Bénin

## TROTTOIRS LIBÉRÉS !

La rigueur du gouvernement et de la Police Républicaine a transformé le visage des grandes villes du Bénin. Le déguerpissement des trottoirs et abords de rues, parfois douloureux pour les commerçants, redonne peu à peu l'image d'une cité moderne et ordonnée.

La mesure de déguerpissement des trottoirs, initiée par le gouvernement et mise en œuvre par la Police Républicaine, est l'une des plus strictes jamais appliquées dans les grandes villes du Bénin. Face aux nombreuses occupations illégales et aux récidives, les autorités ont choisi la fermeté pour rétablir l'ordre public.

Désormais, rues et trottoirs offrent un visage plus clair, plus lisible et plus attractif. Marchandises, étals et constructions anarchiques ont été retirés, permettant une meilleure circulation et redonnant aux cités un aspect digne d'une capitale moderne.

Si les commerçants et vendeurs affectés digèrent difficilement cette mesure qui bouleverse leurs activités, certains finissent par reconnaître la nécessité de respecter les textes et de contribuer à l'embellissement urbain. L'amertume du moment pourrait laisser place, à terme, à de meilleures habitudes et à une organisation plus harmonieuse.

Au-delà de la rigueur policière, c'est l'autorité de l'État qui s'affirme. Le gouvernement du Président Patrice Talon veut en finir avec le désordre qui a longtemps terni l'image des villes béninoises. Ces réformes s'inscrivent dans une dynamique de modernisation et de bonne gouvernance, invitant chaque citoyen à devenir acteur d'une transformation collective.

Le défi est clair : faire des villes béninoises des espaces de vie ordonnés, sûrs et attractifs, à la hauteur des ambitions de développement du pays.

Godfroy MISSAHOGBE

## Renforcement des liens au sein de la communauté éducative

## INJEPS CÉLÈBRE LE VIVRE-ENSEMBLE

À l'initiative d'un collectif d'enseignants d'EPS et de sport des départements de l'Ouémé et du Plateau, l'Institut National de la Jeunesse, de l'Éducation Physique et Sportive (INJEPS) a vibré, ce jeudi 21 août 2025, au rythme d'une fête dédiée au vivre-ensemble.

L'INJEPS a servi de cadre à une journée exceptionnelle de convivialité et de fraternité. À l'appel du Collectif des enseignants d'EPS et de sport de l'Ouémé et du Plateau, enseignants, collègues et amis se sont retrouvés pour célébrer les valeurs cardinales du vivre-ensemble.

Animations, danses, déclamations poétiques et jeux divers ont marqué l'événement, transformant les espaces de l'institut en un lieu de joie et de partages. Au-delà des distractions, la rencontre a permis de renouer avec d'anciens compagnons de route et de renforcer les liens au sein de la communauté éducative.

Dans son allocution, le président du comité d'organisation a salué l'engagement et la détermination des enseignants, soulignant que cette initiative vise à faire de ce collectif un véritable creuset de confiance, d'amour et de solidarité.

La fête a également eu une dimension éducative, grâce à une communication présentée par la Docteure Sidonie Kiki Dhivoh sur le thème : « Alimentation diététique des personnes âgées ». Une intervention appréciée qui a enrichi la réflexion collective.

La présence remarquée de l'inspecteur David H. Agbodjogbé, coordonnateur des circonscriptions d'inspection pédagogique de l'Ouémé, est venue rehausser l'éclat de la cérémonie. Une journée de fraternité et de partage qui restera dans les mémoires de l'INJEPS.

Youssef AVOCEGAMOU

## Afrique du Sud – Entre promesses et désillusions

## DIALOGUE À HAUT RISQUE

Lancé à Pretoria dans un climat de méfiance et de divisions, le Dialogue national sud-africain, censé poser les bases d'un nouveau pacte social, révèle déjà ses contradictions. Entre l'héritage de la « nation arc-en-ciel » et les calculs politiques de l'ANC, l'avenir de ce processus reste incertain.

Au cœur d'une crise économique et sociale persistante, l'Afrique du Sud s'est engagée, la semaine dernière, dans un Dialogue national d'un an, présenté comme une étape décisive pour refonder le contrat social et redonner souffle au Plan national de développement. Mais dès son ouverture, le processus a été plombé par des querelles politiques, des retraits d'acteurs clés et un scepticisme croissant quant à sa finalité.

Les critiques fusent déjà. Budget jugé disproportionné, manque de préparation, faible implication de la société civile : autant de reproches qui entachent la crédibilité de l'initiative. La tension a culminé avec une passe d'armes publique entre le président Cyril Ramaphosa et son prédécesseur Thabo Mbeki, signe des fractures profondes au sein de l'élite politique. Plusieurs fondations historiques, ainsi que l'Alliance démocratique deuxième force du gouvernement d'union ont choisi de boycotter le processus, accusant l'ANC de chercher avant tout à redorer son image à l'approche des élections.



Pendant ce temps, la réalité du terrain demeure implacable : stagnation du PIB par habitant depuis plus de dix ans, chômage de masse, inégalités abyssales et perte d'attractivité internationale. La politique étrangère controversée de Pretoria, qui lui a valu des sanctions commerciales américaines, aggrave encore la situation.

Pourtant, les ambitions affichées du dialogue sont nobles : ranimer l'idéal de la « nation arc-en-ciel » et bâtir une stratégie de croissance inclusive. Mais l'ANC continue de s'appuyer sur des politiques identitaires héritées du passé, perçues par beaucoup comme sources de division plutôt que de cohésion.

La réussite du dialogue passe par une condition incontournable : élargir la participation à toutes les forces vives société civile, syndicats, secteur privé et partis d'opposition. Une démarche collective, transparente et tournée vers l'avenir est indispensable. Sans cela, Pretoria court le risque d'un rendez-vous manqué, avec à la clé des années perdues dans une Afrique où les dynamiques de développement se déplacent rapidement.

L'enjeu est immense. Il ne s'agit pas seulement de relancer la croissance, mais de réconcilier une nation encore prisonnière de ses fractures historiques. Seule une vision fédératrice, affranchie des calculs partisans, peut transformer ce dialogue fragile en véritable instrument de renaissance nationale.

Michel Sonon

## Patrimoine et identité

## SAKÉTÉ, ENTRE MÉMOIRE ET MODERNITÉ

Cité historique du département du Plateau, Sakété est un territoire où se croisent traditions séculaires, révoltes mémorables et diversité culturelle. Fondée par les descendants du roi Oba Otchoukpa, cette commune de plus de 115 000 habitants reste aujourd'hui un carrefour d'histoire, de spiritualité et de modernité.

Au cœur du département du Plateau, à une soixantaine de kilomètres de Cotonou, s'étend Sakété, une commune de 700 km<sup>2</sup> riche en symboles. Fondée par les héritiers du roi Oba Otchoukpa partis d'Oyo en pays yoruba, la cité tire son nom d'un épisode migratoire : « Takété », qui signifie en nago « se mettre à l'écart », déformé au fil du temps en « Sakété ».

Son histoire est intimement liée aux persécutions subies par ses fondateurs et aux luttes contre l'expansion du royaume de Danxomè. Plus tard, en 1905, Sakété s'illustra par une révolte sanglante contre l'administration coloniale française, après la profanation d'un sanctuaire. Ces affrontements marquèrent durablement la mémoire collective et renforcèrent l'identité insoumise des Nagos de la région.

Aujourd'hui, la commune est subdivisée en six arrondissements (Aguidi, Ita-Djèbou, Sakété I, Sakété II, Takon et Yoko) et compte 81 villages et quartiers, sous l'autorité du maire Nestor Idohou depuis 2020. La couronne royale, longtemps vacante depuis 1894, a retrouvé son porteur en mai 2016 avec l'intronisation de Sa Majesté Oba Adé Kpadawalé, symbole du retour d'une tradition brisée.



Sakété est aussi une mosaïque ethnique : Nago et Yoruba (72,3 %), Fon et Goun (25,9 %) et d'autres minorités comme Mina, Ibo et Adja, installées plus récemment. Si les cultes traditionnels notamment celui voué à la divinité Oro restent vivaces, le christianisme et l'islam gagnent progressivement du terrain.

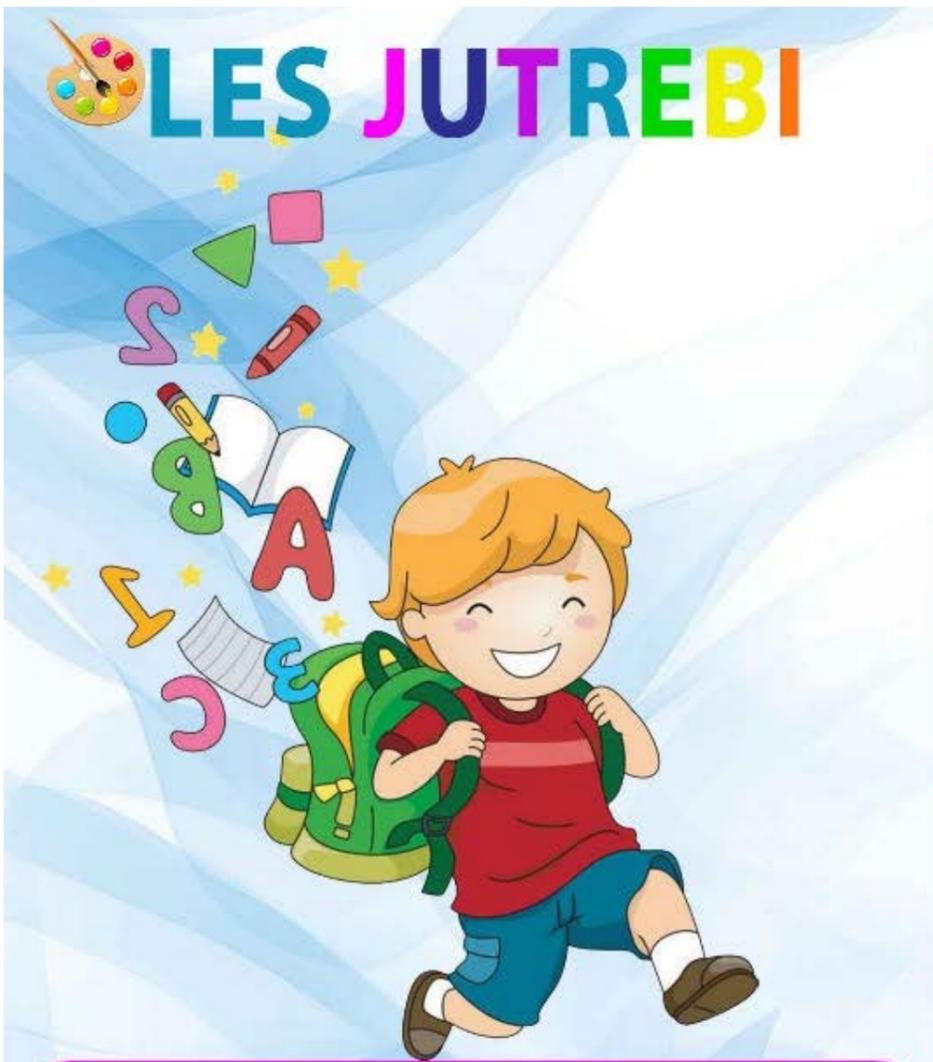
Fière de son patrimoine culturel, la commune se distingue par ses danses rituelles et festives : Egungun, Guèlèdè, Akpala, Batta ou encore le fameux Bolodjo, popularisé par la chanteuse Zeynab, native de Sakété. Elle a également vu naître des figures marquantes comme Rafiatou Karimou, première femme ministre du Bénin, son frère Salimane Karimou, ou encore le professeur François Abiola.

Sur le plan naturel, la ville bénéficie d'un climat subéquatorial alternant deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches. Traversée par la rivière Aguidi et d'autres cours d'eau, elle dispose de terres fertiles propices à l'agriculture et conserve une forêt classée d'une soixantaine d'hectares.

Sakété, longtemps terre de résistance et de traditions, se veut aujourd'hui une commune tournée vers l'avenir, où l'héritage ancestral cohabite avec les aspirations d'une population jeune et dynamique.

Youssef AVOCEGAMOU





COMPLEXE SCOLAIRE  
**LES JUTREBI**



*Sécurité  
Bien-être  
Travail*

**GARDERIE ÉDUCATIVE  
QUÉBÉCOISE**  
MATERNELLE ET PRIMAIRE  
**BILINGUES**

ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026

+15149727715

+2290199320293 / +2290141504040 / +2290197968985  
+2290151031737 : compte mobile Money

E-mail : gardmat.jutrebi@gmail.com



**NB:** Si un enfant non inscrit à un de ses services oublie son repas, il sera servi et les parents recevront la FACTURE à la fin du mois. Soit 400F CFA pour le dîner.

Les parents qui payent tous les frais dès le début de l'année, auront une remise de 10% sur les frais. Les frais de cantine doivent être payés avant toutes les prestations

Les services de garde ne seront plus payés au mois. Les enfants inscrits au service de midi seul, quittent l'école à 15 heures 30

Il y aura des récupérations (mini-études) pour les enfants dans le besoin de 16h 00 à 16 h 45

**ACTIVITES PARASCOLAIRES**

- L'art plastique
- Danse
- Informatique
- Mini-soccer
- La gymnastique
- L'art culinaire

\*\*\*\*\* Nous offrons également pendant les vacances, des camps de vacances pour soulager les parents dans le besoin\*\*\*\*\*



1



6



## IN MEMORIUM



En Mémoire de Notre Chère et Regrettée  
**Madame NOUDOFININ Juliette Yétondé Enangnon née SINTONDJI**  
 Rappelée à Dieu le lundi 04 Août 2025 dans sa 62ème année.

62 ans

## ANNONCE DE DÉCÈS

- La famille SINTONDJI d'AZOWLISE-ZOUNME ;
- La famille HOUNYEME de GBESSOU ;
- La collectivité NOUDOFININ-GUEZOTON d'Abomey et de Ouidah ;
- La famille GBETIE TCHIKOU de Ouidah.



## LES FRÈRES ET SŒURS DE LA DÉFUNTE

- Monsieur SINTONDJI Florentin, son épouse et leurs enfants ;
- Docteur SINTONDJI Franck, son épouse et leurs enfants ;
- Madame SINTONDJI Solange et son enfant ;
- Madame SINTONDJI Flore, épouse GNANIH, son époux et leurs enfants ;
- Monsieur SINTONDJI Thierry, son épouse et leurs enfants ;
- Monsieur SINTONDJI Silvére, son épouse et leurs enfants ;
- Madame SINTONDJI Olga Bertille et son époux.

## LES ENFANTS DE LA DÉFUNTE

- Feu NOUDOFININ Chantal et ses enfants ;
- Monsieur NOUDOFININ Prince Honel Philippe, son épouse et ses enfants ;
- Sœur AYABA Aude Florence de la Congrégation des Sœurs Théatine de Rome ;
- Monsieur NOUDOFININ Cossi Armand, son épouse et ses enfants ;
- Monsieur NOUDOFININ Coffi Rock ;
- Madame NOUDOFININ Théodora, épouse DJOSSOU, son époux et ses enfants ;
- Madame NOUDOFININ AKOUA Honorine, épouse BAH, son époux et ses enfants ;
- Madame NOUDOFININ Fêmi Nadège Raïssa et son enfant ;
- Monsieur NOUDOFININ Angelbert Sédohouidé Gérard et son épouse ;
- Mademoiselle NOUDOFININ Romance Sènanmi Gloria.

## LES FAMILLES PARENTS, ALLIÉES ET AMIES

- SAMBIENI, DJOSSOU, BAH, KPADONOU, ADAMON, AMETOYOWONA, KETOUNOU, GANGBO, GNANIH, ALLAGBE, HOUNTONDJI, ESTABLET.

Ont la profonde douleur de vous annoncer la perte soudaine de leur fille, épouse, mère, tante, grand-mère et amie Madame NOUDOFININ Juliette Yétondé Enangnon née SINTONDJI, arrachée à leurs affections dans la paix du Seigneur le lundi 04 Août 2025 dans sa soixante-deuxième année, des suites d'une courte maladie.

La défunte était l'épouse de Monsieur NOUDOFININ Comlan Maurice, Ingénieur Agronome à la retraite.

## PROGRAMME DES OBSÈQUES

- Mercredi 20 Août 2025 à 17h : Veillée de prière et de chant animée par le groupe de prière la Divine Miséricorde.
- Jeudi 21 Août 2025 à 20h : Veillée-messe à l'Église des Saints-Martyrs de l'Ouganda à Tokpota.
- Vendredi 22 Août 2025 à 20h : Veillée-messe à l'Église des Saints-Martyrs de l'Ouganda à Tokpota.

- Samedi 23 Août 2025 :

- 04h00 : Retrait du corps à la morgue CNHU de Cotonou.
- 05h30 : Escalade au domicile paternel de la défunte, Maison SINTONDJI Pierre, sis à Tokpota-Gbénonkpo derrière l'école primaire publique GBENONKPO.
- 06h00 : Exposition du corps et recueillement à son domicile, Maison NOUDOFININ Maurice sis en face du collège Les Jumelles à Tokpota-Gbénonkpo.
- 09h30 : Levée du corps.
- 10h00 : Messe Corps-Présent à l'église des Saints Martyrs de l'Ouganda de Tokpota, suivi de l'inhumation au cimetière DANTO.

Les tenues sobres sont les plus indiquées "Bleu nuit".

- NB : **Les condoléances seront reçues sur le Parvis de l'Église et au cimetière.**



## REMERCIEMENTS

Les enfants de la défunte, les familles parentes, alliées et amies vous remercient par avance pour vos prières, votre soutien et votre présence lors des obsèques.

Que le Seigneur accorde à Madame NOUDOFININ Juliette Yétondé Enangnon née SINTONDJI le repos éternel et console tous ceux qui pleurent sa disparition.

Dieu vous bénisse et vous accorde sa paix.

Union Progressiste le Renouveau en tournée

# POBÈ, BASTION EN ÉVEIL

Après Kétou, la Haute Direction Politique de l'Union Progressiste le Renouveau a posé ses valises à Pobè le 18 août 2025. Conduite par le président Joseph Fifamin DJOGBÉNOU, la délégation a galvanisé militants et responsables de section autour d'un idéal d'unité et de mobilisation accrue.

La salle de conférence de l'hôtel Le Pacha à Pobè a vibré, ce lundi 18 août, au rythme de la tournée de proximité engagée par la Haute Direction Politique de l'Union Progressiste le Renouveau. Après Kétou, la délégation, conduite par le président Joseph Fifamin DJOGBÉNOU, a échangé avec les responsables et militants de la section locale.

À ses côtés, figuraient le président de l'Assemblée nationale, Louis Gbèhou-nou VLAVONOU, Dr David HOUINSA ainsi que plusieurs membres du Bureau Politique. Ensemble, ils ont rappelé les valeurs cardinales du parti : cohésion, unité et engagement collectif.

Les responsables de Pobè, déjà fortement mobilisés, ont réaffirmé leur disponibilité à renforcer l'implantation du Baobab auréolé de l'arc-en-ciel dans le Plateau. « Plus aucun doute, mais davantage de certitude », ont-ils assuré, convaincus que Pobè demeure un fer de lance de la vitalité politique du parti.

La rencontre s'est achevée sur une note d'optimisme : une section inspirée, ragaille et déterminée à maintenir le cap pour faire rayonner l'Union Progressiste le Renouveau au-delà de ses frontières actuelles.



Justice internationale sous pression

# WASHINGTON DÉFIE LA CPI

Les États-Unis ont sanctionné de nouveaux magistrats de la Cour pénale internationale, accusés de cibler leurs ressortissants et ceux d'Israël. Une décision qui provoque l'indignation en Europe et une vive dénonciation à La Haye.

Washington a franchi un nouveau cap dans sa confrontation avec la Cour pénale internationale (CPI). Mercredi, le secrétaire d'État Marco Rubio a annoncé des sanctions contre quatre magistrats, dont le juge français Nicolas Guillou et la juriste canadienne Kimberly Prost. Tous sont accusés d'avoir participé à des enquêtes ou délivré des mandats visant des citoyens américains et israéliens, sans aval de leurs gouvernements.

Les mesures décrétées interdiction d'entrée aux États-Unis, gel des avoirs et blocage des transactions financières s'ajoutent à celles déjà imposées en février et en juin derniers. Washington justifie cette escalade en qualifiant la CPI de « menace pour la sécurité nationale » et d'« arme judiciaire » utilisée contre ses alliés.

En toile de fond, les investigations de la Cour portent notamment sur les crimes présumés de soldats américains en Afghanistan, ainsi que sur les mandats d'arrêt délivrés contre le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant, dans le cadre de la guerre à Gaza.

Israël salue ces sanctions. Netanyahu a félicité Washington pour ce qu'il décrit comme une « riposte décisive » face à une campagne de « diffamation » contre son pays et son armée.

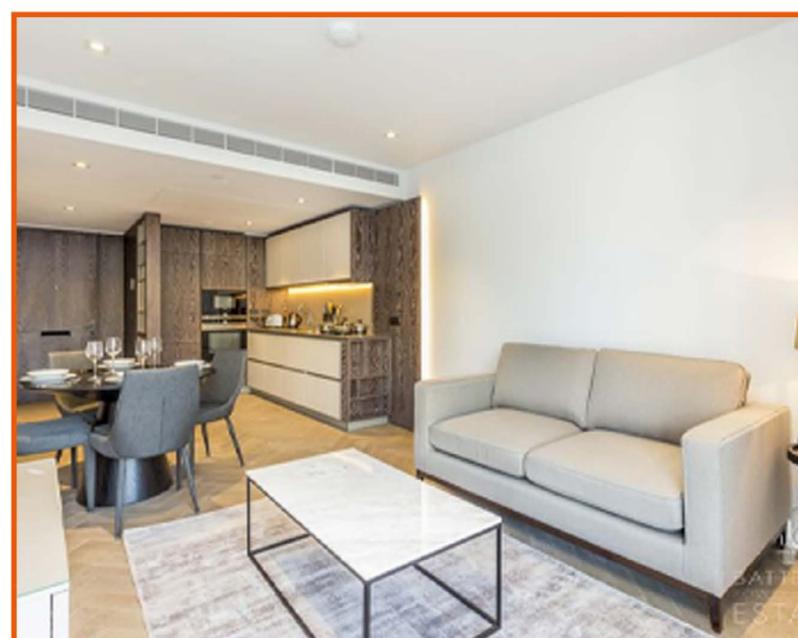
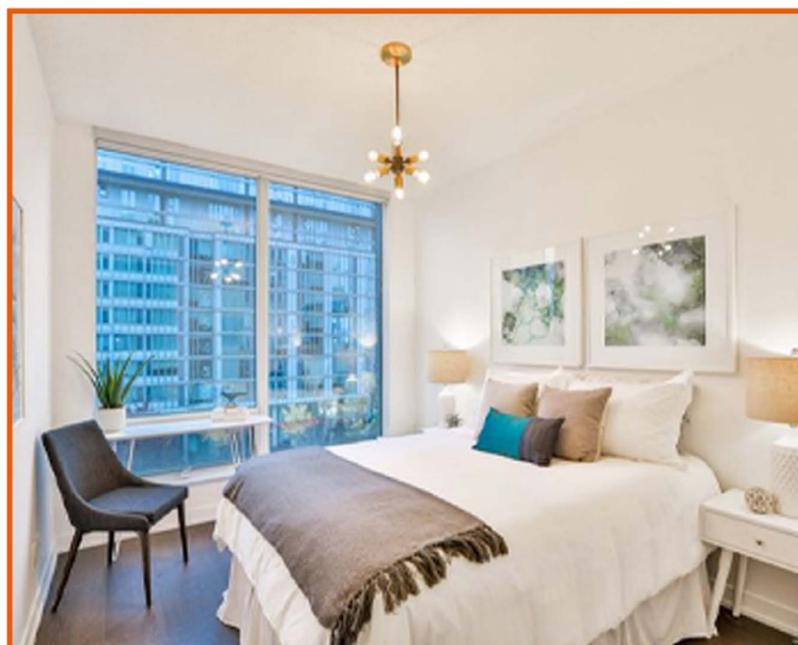
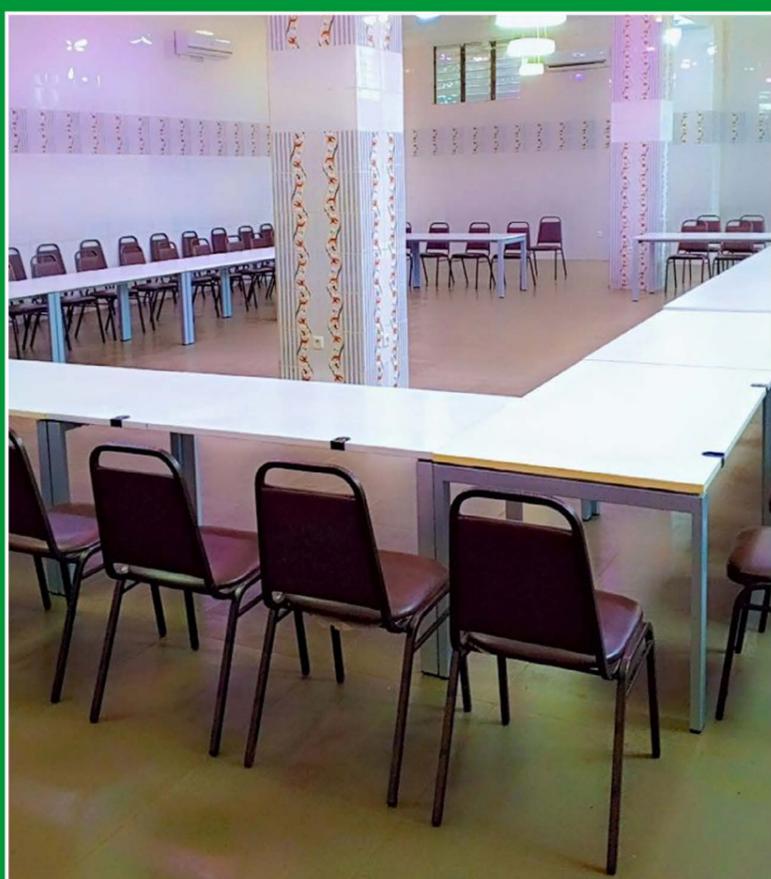
La réaction est tout autre à Paris. Le Quai d'Orsay a exprimé sa « consternation », appelant les États-Unis à revenir sur leur décision et réaffirmant son soutien aux magistrats visés. Pour la diplomatie française, ces sanctions sont une atteinte grave à l'indépendance de la justice internationale.

La CPI, elle, dénonce une attaque frontale contre son mandat et rappelle qu'elle agit au nom des 125 États parties pour juger les crimes les plus graves. « Ces mesures sont un affront à l'ordre international fondé sur des règles et aux millions de victimes innocentes à travers le monde », a réagi l'institution dans un communiqué.

Michel SONON

# ELONA HOUSE

## SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



## APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

*Les résidences*  
**FENOUE**



Porto-Novo, Djassin Houinvié  
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707